



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

SAMEDI 5 NOVEMBRE 1983

N° 226

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

**LES DIVISIONS «NATIONALES»
QUELLES QU'EN SOIENT LES
CAUSES NE PEUVENT QU'AF-
FAIBLIR LES TRAVAILLEURS.**

De violentes bagarres ont opposé mardi soir et mercredi 2 novembre des Dominicains et des Haïtiens vivant en Guadeloupe. La presse a présenté l'affaire comme une série de règlements de comptes entre les deux communautés, les Haïtiens victimes de mauvais traitements, de vols, de la part des Dominicains, en auraient eu assez et se seraient rebellés. Les deux communautés pendant deux jours et deux nuits se sont plus ou moins pourchassées, armées de machettes, de fusils ou de tous autres instruments.

En général, l'opinion des Guadeloupéens se divise en deux catégories, ceux qui renvoient dos à dos les deux communautés d'immigrés, refusant de prendre parti, mais reprochant aux immigrés de ne pas se tenir bien et souhaitant au fond qu'ils soient moins nombreux en Guadeloupe. La deuxième catégorie considère que les Dominicains sont des tribulations de mauvais sujets, des «voleurs», des «bandits», des «voyous»! Cette catégorie considère qu'il y aurait donc de «bons immigrés» et de «mauvais immigrés».

Pour notre part, nous pensons que les bagarres entre immigrés Haïtiens et Dominicains ou entre Guadeloupéens et immigrés, comme elles ont eu lieu dans le passé ne peuvent être profitables à aucun des protagonistes, ces événements mettent aux prises, déchirent des gens qui sont tous des pauvres, des exploités, des chômeurs, des gens vivant d'expédients.

Bien sûr, beaucoup de travailleurs en Guadeloupe considèrent qu'il vaudrait mieux vivre en paix, dans la tranquillité. Oui ! Mais comment vivre en paix dans un monde où règnent, la misère, les inégalités créées par une minorité capitaliste dans le monde.

S'il y a des immigrés Dominicains ou Haïtiens, c'est bien parce que la plupart des îles de la Caraïbe ont été mises en coupe réglée pendant des décennies et des décennies par les impérialismes. Anglais, Français, Hollandais, Américain. Haïti et Dominique sont celles où la situation des travailleurs est la plus dramatique, où des milliers de gens cherchent à fuir, ne serait-ce que pour aller dans les îles voisines, comme la Martinique ou la Guadeloupe, dans l'espoir d'y trouver un emploi même mal rémunéré, et une situation de citoyen de troisième ou quatrième zone.

Et lorsque certains d'entre nous jugent indésirables les immigrés Haïtiens ou Dominicains, sans voir que d'autres «immigrés», représentant des grosses sociétés françaises ou américaines ou autres, privilégiés par rapport à nous-mêmes citoyens de première zone, tiennent le haut du pavé, ils se trompent de camp.

Les seuls véritables «étrangers» dans nos pays sont ceux qui n'y sont que pour l'exploitation des travailleurs pour le pillage des ressources de toute la région. Ceux

Suite p. 4

GRENADE

AU NOM DE LA LIBERTE, L'IMPERIALISME AMERICAIN IMPOSE SA BOTTE ET SES CANONS A UN PETIT PEUPLE



6000 hommes sur terre, 10.000 dans des bateaux de guerre situés dans les eaux de Grenade. Plusieurs avions Hercules faisant l'aller retour Barbade Pointe Saline. et vomissant plusieurs fois par jour matériels militaires lourds et légers et des centaines d'hommes de combat !

Voilà le cadre de l'expédition de «rétablissement de la paix» dans la région de Grenade décidée par le chef de l'impérialisme américain.

Pendant près d'une semaine, seules les troupes et l'administration américaines pouvaient savoir ce qui se faisait à l'intérieur de l'île. Et même lorsqu'elles ont fait semblant de rétablir l'information, seuls quelques journalistes américains, triés sur le volet, ont pu se rendre sur les lieux. Et encore ils devaient suivre un véritable «parcours du combattant», strictement contrôlé par les chefs militaires, autorisés à photographier ou filmer ce que l'armée américaine en manoeuvre voulait bien montrer.

Malgré ce véritable blocus de l'information qui a entouré l'île durant plus de 10 jours cette intervention dite

«pour rétablir la paix», a fait des dizaines de morts dans le pays : aussi bien parmi les militaires que parmi la population civile. Combien ? Cela, on ne peut toujours pas le savoir. C'est aussi au nom de la paix que plusieurs quartiers ont été bombardés laissant un peu plus de désolation : canalisations d'eau et d'électricité arrachées, routes défoncées, maisons éventrées. Et puis il y a eu les «bavures» annoncées par les autorités américaines, bombardement de l'hôpital psychiatrique de Saint Georges, faisant officiellement 14 morts bombardement de l'ambassade soviétique. Il y a sûrement les bavures qui ne seront pas annoncées, mais qui traduisent toujours la même sauvagerie, la même volonté d'écrasement qui anime les gradés de l'armée impérialiste dans leurs missions de «pacification» au delà des mers.

Oui ! Malgré les explications déterminées données par Reagan à la télévision, ou par le chef de la délégation américaine au Conseil de sécurité de l'ONU, il ne fait pas de doute que la paix de l'impérialisme américain, une fois de plus, c'est la paix des bottes cloutées, la paix de la mitraille, la paix

des cimetières aussi.

Alors, l'administration américaine peut toujours annoncer que ses marines ont été accueillis avec soulagement par la population. De toutes les façons ils ont tout fait pour être les seuls à le constater...

La seule chose que l'on pouvait savoir, deux, trois, quatre jours, une semaine après le début de l'intervention de bataillons de la plus grande armée du monde, c'est qu'il y avait toujours «des poches de résistance», que la route reliant l'aéroport de Pointe Saline à la capitale St Georges «n'était pas sûre», qu'il y avait des «tireurs isolés», etc... Selon les renseignements officiels, des milliers de Cubains prenaient part aux combats alors que dès le 3^e jour des opérations environ 600 Cubains travaillant sur l'aéroport avaient été fait prisonniers et que ce chiffre n'a guère évolué, selon les mêmes sources américaines.

La résistance rencontrée par les troupes américaines n'était donc pas principalement cubaine, comme elles voulaient le faire croire...

Si les Américains ont voulu rester maîtres de l'information, c'est bien dans le but de pouvoir déverser leurs mensonges et leur scénario entièrement monté, tout en effectuant leur sale boulot.

C'est ainsi qu'ils ont parlé de la découverte de plusieurs caches d'armes, mais ce sont leurs journalistes qui filmèrent les caisses. Un marine se faisait ostensiblement filmer en tenant un fusil mitrailleur ! Belle preuve pour accréditer l'idée d'un débarquement militaire soviéto-cubain imminent ! Alors même que 15 000 hommes en armes quadrillent Grenade, bombardent, mitraillent, bref, imposent la loi de l'impérialisme américain.

De même les informateurs américains ont insisté sur une soi-disant présence importante des Cubains et des soviétiques. Qui ? Le personnel d'ambassade de l'URSS, les 600 ou 800 Cubains qui construisaient un aéroport ? Mais ce n'était même pas les seuls étrangers ! Les ressortissants américains aussi étaient fort nombreux, plus de 1500.

Alors la thèse de la transformation de Grenade en base militaire soviéto-cubaine, ce n'est que de l'intoxication, du bon marché, de la manipulation éhontée de l'information par l'impérialisme américain. Ces procédés ont toujours servi à justifier les entreprises de brigandage international pour la défense des intérêts et de la loi du capitalisme «au nom du monde libre».

MARIANNE TIBUS

Le sentiment national utilisé par Gairy.

Les élections de 1962 à Grenade sont fortement marquées par le scandale du «squandermania» comme on dénomme le détournement des fonds opéré par Gairy. «Squandermania» c'est à dire traduit mot à mot : la folie du gaspillage.

Cependant, un autre événement fait la une des discussions et se trouve au coeur de l'actualité en cette année 1962 c'est l'éventualité d'une fédération formée de Grenade et Trinidad. Les Grenadiens sont favorables à une alliance régionale et expriment en cela l'attachement à leurs liens historiques et personnels avec Trinidad.

Ce sont ces sentiments que le mouvement «GO Trinidad» représentera.

Historiquement les relations entre Trinidad et Grenade ont été très proches. Des liens aussi forts n'ont jamais existés par exemple avec Barbade.

Les grenadiens ont en effet, toujours émigré vers le sud à la recherche de travail. Aucun autre pays n'a pu fournir un refuge aux Grenadiens comme l'a fait Trinidad.

Des gens célèbres comme Tubal Uriah Butler le leader syndical, Hylda Bynoe (future femme du gouverneur général de Trinidad) et le célèbre chanteur de calypso Mighty Sparrow sont des Grenadiens installés à Trinidad et intégrés dans ce pays.

Donc lorsque s'est posée l'éventualité de créer un état unifié avec Grenade et Trinidad aux élections de 1962, le Mouvement «go Trinidad» (aller avec Trinidad), acquiert une formidable crédibilité. Ce problème devient le véritable enjeu de l'élection, mettant au second plan le scandale du «squandermania» de Gairy.

Ce dernier restait réservé sur la fusion avec Trinidad. Mais son parti, le GNP, par contre, sentant l'importance électorale de ce problème adopta l'idée

du rapprochement avec Trinidad.

D'après certains historiens, Gairy était réservé car dans le cas d'une unité avec Trinidad il se trouverait immédiatement confronté au célèbre et puissant Eric Williams qui porterait un coup à son leadership personnel et le mettrait au second plan. Mais le sentiment populaire était sans aucun doute en faveur d'un état unifié si bien que Gairy dut promettre qu'après les élections il irait en faveur de la fusion. La population ne le crut pas. Il avait déjà fait preuve d'hésitation au sujet de la fédération et la population le soupçonnait de vouloir en fait rester seul pour ramasser frauduleusement plus d'argent.

Gairy, «oncle Gairy» comme on l'appelait, sentant qu'il allait perdre les élections tenta une dernière manœuvre qui consistait à jouer les martyrs comme il l'avait fait tant de fois. Il faut dire que Gairy était passé maître dans l'art de la mise en scène. Il prétendait détenir des pouvoirs surnaturels et se complaisait dans la sorcellerie pour tromper le petit peuple. Pendant ces élections il s'habilla une fois en robe blanche, avec un chapeau haut de forme et une canne. Il se tint ainsi debout dans un bateau sur le port de St Georges, récitant des prières, et attaquant les «judas» qui l'avaient trahi, lui, «le bon berger de Grenade». Tout cela ne servit à rien, Gairy et son parti perdirent les élections au profit du GNP qui remporta 6 sièges contre 4 à Gairy.

Beaucoup de grenadiens pensaient alors que d'ici deux ans, Grenade serait une partie de l'état unifié avec Trinidad et que le culte de Gairy disparaîtrait tout naturellement.

En fait l'état unifié ne vit pas le jour. Il faut dire que Eric Williams et le gouvernement de Trinidad n'avaient fait aucune promesse réelle en ce sens.

Gairy eut alors beau jeu de dire que le GNP avait trompé la population et



Gairy, avec ses amis impérialistes américains, Ford, Kissinger.

que en fait, la seule unification que pouvait faire Herbert Blaize était l'unification avec «Cariacou» car il en était originaire ...

Cet échec ajouta à une politique de soutien à la petite bourgeoisie et aux possédants de l'île desservit le GNP dans les couches pauvres de la population entre 1962 et 1969. Gairy, de son côté ravala la façade de son «syndicat des travailleurs manuels et intellectuels». Il parvint à obtenir 22 % d'augmentation de salaire pour les ouvriers agricoles. De plus, ce qui pressait Gairy de tenter de revenir au pouvoir était les changements survenus dans le statut colonial de Grenade. Le renforcement du sentiment national dans les pays colonisés par la Grande Bretagne conduisait celle-ci à rénover le statut des îles dans le sens d'une plus grande partici-

pation des autochtones à la vie de leur pays. Des lois furent votées dans le sens d'une plus grande autonomie des îles des Antilles, autonomie qui devait préparer l'accession à l'indépendance. Pour Grenade et d'autres pays un stade intermédiaire «d'état associé à la couronne» devait préparer cette indépendance.

Les élections de 1967 furent favorables à Gairy. Il les remporta avec une majorité confortable de 54 % des voix. Le fait d'avoir obtenu des augmentations de salaire pour les ouvriers agricoles d'une part et le fait que le GNP se soit déconsidéré après l'échec de la fédération avec Trinidad, auront été les principales causes de son succès. Il devint premier ministre de l'état associé à la Grande-Bretagne. Il devait rester douze ans à la tête du pays faisant régresser peu à peu une féroce dictature.

LA DICTATURE DE GAIRY.

Ces douze années de Gairy au pouvoir seront marquées par le démantèlement économique encore plus grave du pays, la répression et la corruption de Gairy. La politique des pots de vin, les scandales sexuels, l'apparition de commandos de répression tristement célèbres et comparables aux tontons macoutes de Duvalier. Ces commandos étaient les «mongoose gang», «mot à mot, gang de mangoustes et les «green beasts» les bêtes vertes. Gairy cultivait des liens avec les dictatures les plus féroces d'Amérique latine où ses commandos allaient s'entraîner pour pouvoir réprimer ensuite la population.

L'obscurantisme, la perversion augmentèrent avec le mysticisme que cultivait Gairy et ses obsessions para-psychologiques et religieuses.

En particulier il était obsédé par les «soucoupes volantes» et d'ailleurs quand il se rendait à l'ONU il se faisait remarquer en particulier par ses interventions à propos des soucoupes volantes.

Gairy avait pu jusque là se garder, bon en mal an, une image de «défenseur des travailleurs». Mais après 1967, son jeu devint plus clair pour beaucoup de ceux qui avaient eu confiance en lui. Son but était surtout de renforcer un pouvoir personnel par tous les moyens.

Il fit surgir une nouvelle couche de riches qui n'était plus liée à la production agricole qui avait décliné dès le début des années 60. Ces gens étaient plus liés au secteur commercial, au tourisme

et à la petite industrie urbaine. Mais il s'arrangea pour lier à lui et à ses hommes ces nouveaux secteurs par un système complexe de pots de vin, monnayant l'installation de telle ou telle entreprise par la suppression de taxes et l'octroi de toutes facilités pour s'installer. Gairy déclara qu'il soutenait maintenant la libre entreprise capitaliste et coopérait avec les «démocraties occidentales». Il invita les capitalistes étrangers à s'installer à Grenade et se déclara résolument «anticommuniste».

«Le syndicat des travailleurs manuels et intellectuels» devint un instrument qu'il utilisa pour corrompre son entourage et affaiblir le mouvement ouvrier.

Sur le plan économique la situation devint désastreuse. En 10 ans de 1964 à 1975, les prix des produits alimentaires augmentèrent de 200 %, ceux des vêtements de 164 %. Gairy augmentait les taxes sur les produits importés comme le riz et la farine et c'était ses amis qui avaient le monopole de l'importation.

Les routes de l'île tombèrent en ruine, le système médical était très réduit et très cher. Les médecins étaient rares et les quelques cliniques étaient mal équipées et misérables.

Sur le plan scolaire, c'était encore pire. Les écoles primaires craquaient, les enseignants n'étaient pas formés. L'école secondaire devint le privilège d'une élite. Gairy cessa de verser la contribution de Grenade à l'université des

West-Indies si bien que les étudiants Grenadiens ne purent y avoir accès.

Grenade devint la propriété privée de Gairy, avec ses hôtels et ses night-clubs personnels.

Au niveau de la fonction publique, le dictateur renvoyait quiconque lui déplaisait. Quant aux femmes qui refusaient de se plier aux exigences sexuelles des dirigeants elles étaient purement et simplement renvoyées.

Gairy entreprit aussi de déposséder purement et simplement certains petits paysans pour redistribuer leurs terres à ses amis. Il prit soin cependant de ne pas toucher aux grandes propriétés. Bon nombre d'ouvriers agricoles ont donc perdu ainsi leur emploi.

NAISSANCE DU NATIONALISME RADICAL :

- Le Black power;
- Le «New-jewel movement».

Dans les années soixante, on vit apparaître une couche d'intellectuels radicaux qui avaient fait leurs études à l'étranger. Ces jeunes intellectuels revinrent au pays après avoir fait leurs études en Grande-Bretagne et aux USA. Ils avaient été en contact avec les courants d'idées nationalistes qui enflammaient la jeunesse étudiante dans ces années là. Ils affirmaient leur révolte contre l'oppression coloniale et raciale.

Leur retour à Grenade vers la fin des années 60 coïncida avec l'apparition du mouvement Black-Power (Pou-

voir noir) dans les Caraïbes, lié au mouvement du Black Power des noirs américains. Ce mouvement s'affirme anti-capitaliste et anti impérialiste, en même temps qu'il affirme que c'est aux noirs à se diriger eux-mêmes dans leurs propres pays.

Maurice Bishop est l'un de ces jeunes étudiants de retour. Il a étudié le droit à Londres et sur le chemin du retour passe à Trinidad. C'était en février 1970. La jeunesse noire de Trinidad était en pleine révolte. Cette révolte d'ailleurs s'était étendue aux travailleurs et c'est une véritable insurrection populaire qui s'était déclarée à Trinidad.

Arrivés à Grenade, Bishop et d'autres intellectuels grenadiens dirigent une manifestation de solidarité avec la lutte des Trinidadiens. Ils en profitent pour dénoncer la dictature de Gairy et réclament du travail.

Gairy dénoncera violemment les manifestants. Il prit un arrêté donnant des pouvoirs accrus à la police «en cas d'urgence». Il fit aussi une déclaration à la radio disant qu'il avait obtenu le pouvoir noir pour Grenade en 1951 et il menaçait très durement les jeunes nationalistes.

En novembre 1970, trente infirmières manifestent pacifiquement alors qu'elles sont en grève pour protester contre les conditions de travail déplorables qui règnent à l'hôpital de St-Georges. Les infirmières sont rejointes par des enfants des écoles, des groupes

LA DICTATURE DE GAIRY

Suite de la page 2

de jeunes, des syndicats et des éléments du GNP (le parti d'opposition). Gairy fait donner sa police et ses Mongoose gang qui interviennent avec une inouïe brutalité en battant les manifestants et en les arrêtant. Maurice Bishop, Kenrick Radix et d'autres jeunes avocats assurèrent la défense des 22 infirmières arrêtées et obtinrent leur acquittement. Cependant la répression de Gairy se renforça, mais ce procès avait permis aux jeunes avocats comme Bishop de se faire connaître comme défenseurs de ceux qui auraient à subir encore la répression policière. Il permit aussi à Maurice Bishop et ses amis de prendre contact avec d'autres avocats militants comme eux, venus des autres îles de la Caraïbe pour le procès.

Les élections de 1972 furent encore gagnées par Gairy. L'indépendance approchant, il devait à tout prix consolider sa position pour rester le maître du pays. Quelque temps après les élections deux organisations politiques furent créées : l'une par Bishop et Radix le MAP Movement for assemblies of the people (le mouvement pour l'assemblée du peuple), l'autre le «Jewel» (joint endeavor for welfare Education and liberation), l'union des efforts pour l'éducation, et la libération) créée par un jeune économiste : Unisson Whiteman qui allait devenir le ministre des affaires étrangères et qui sera assassiné par les militaires avec Bishop (Jewel signifie, joyau). L'orientation des deux groupes n'était pas bien définie, elle était populiste et s'affirmait anticapitaliste. Ils militaient en direction de

la petite paysannerie et des ouvriers agricoles.

La première action d'envergure de «Jewel», fut d'organiser l'occupation par la population d'une plage populaire qui avait été interdite au public par un propriétaire anglais. Ce dernier avait clôturé la route d'accès qui menait aussi à sa propriété de «la sagesse». Le Jewel organisa un procès populaire et le «tribunal» accusa le propriétaire de violer les droits du peuple. La population et les militants du Jewel brisèrent la barrière et marchèrent sur la plage.

Quelques mois après la manifestation de «la Sagesse» en mars 1973, le MAP et le JEWEL fusionnèrent pour donner naissance au «New Jewel» le parti qui six ans plus tard allait prendre le pouvoir avec Maurice Bishop à sa tête. C'était une organisation nationaliste, populiste. Ses dirigeants n'étaient pas des militants socialistes révolutionnaires, mais ils entendaient lutter pour renverser la dictature de Gairy et mettre sur pied un régime plus démocratique, plus sain, moins écrasant pour les pauvres.

La direction du New Jewel est une direction petite-bourgeoise qui veut en finir avec la corruption, la férocité des mongoose gangs et des green-beasts.

Elle gagnera la sympathie de la population qui hait de plus en plus le régime de Gairy.

Dans le prochain numéro : 1973 : un tournant. La prise du pouvoir par le New Jewel movement en 1979.

Communiqué.

La section syndicale CGTG de l'Aviation Civile élève une vive protestation contre l'utilisation de l'aéroport du Raizet pour servir de relais à l'intervention armée des Américains et de leurs complices de la Caraïbe (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Jamaïque, Barbade, Antigue) contre la République de Grenade.

Elle dénonce l'usage qui a été fait de l'avion du département pour transporter miss Eugenia Charles, qui a transité par le Raizet pour être acheminée vers Washington par un avion militaire de l'USAF.

La section réclame que la lumière soit faite sur l'autorisation qui a été donnée à cet avion militaire étranger d'utiliser l'aéroport dans le cadre d'une action de guerre contre la liberté d'un peuple.

La section appelle TOUS LES TRAVAILLEURS de l'aéroport épris de liberté à être vigilants pour que de tels actes ne se reproduisent pas.

LE BUREAU DE SECTION

Raizet, le 20 Octobre 1983.

Communiqué

Le MASU

- condamne l'intervention militaire des Etats-Unis à la Grenade ;
- considère qu'il s'agit d'une ingérence barbare de plus dans les affaires intérieures d'un état indépendant ;
- affirme qu'il s'agit également pour les Etats-Unis de tenter d'étendre l'ordre capitaliste dans la Caraïbe et en Amérique Centrale ;
- dénonce la caution de certains régimes réactionnaires de la Caraïbe ;
- met en garde le gouvernement français quant à la suite qu'il pense donner à sa complicité manifeste dans cette affaire ;
- assure aux travailleurs grenadiens sa totale et inconditionnelle solidarité ;
- appelle l'ensemble des organisations ouvrières et anticolonialistes à une action commune contre l'intervention criminelle et fasciste des Etats-Unis à Grenade.

LE C.C.S. du M.A.S.U.

MARTINIQUE MANIFESTATION LE SAMEDI 5 NOVEMBRE A LA CROIX MISSION.

A l'appel du PCM, de Combat Ouvrier, du GRS, de la CDMT, de la CGTM et du Comité Martiniquais de solidarité à l'Amérique latine,

il y aura une manifestation le samedi 5 à 11 heures pour protester contre l'intervention américaine à Grenade.

GUADELOUPE

Baie-Mahault :

LES EMPLOYES MUNICIPAUX EN GREVE OBTIENNENT SATISFACTION

Après une semaine de grève, les employés du service de cantine et de voirie de la commune de Baie-Mahault ont obligé le maire à accepter les conditions de travail qu'ils exigeaient, à savoir : la suppression du roulement pour ceux qui ont cinq années d'ancienneté et la titularisation de six employés. Ils ont exigé aussi la garantie d'emploi pour une mère de famille embauchée à la cantine depuis onze ans, et le paiement de ses heures de travail. Cette employée n'avait pas été payée depuis le mois d'août alors qu'elle avait assuré normalement ses heures de service. N'étant pas dans les bonnes grâces du maire parce qu'elle avait occupé un logement avec ses dix enfants, ce dernier l'avait menacée de licenciement. C'est cette attitude méprisante et cet abus de pouvoir du maire qui a déclenché le mécontentement du personnel de la cantine. Ce dernier en a profité aussi pour régler

des problèmes de conditions de travail qui sont scandaleuses dans ce service. Le personnel de voirie s'est aussi joint au mouvement de même que les employés de mairie qui eux ont fait vingt quatre heures de grève pour exprimer leur solidarité.

Le maire lui, a préféré être absent de la commune en refusant de négocier, comptant peut-être sur le découragement du personnel. Mais devant la détermination et la mobilisation de celui-ci et la menace d'une grève plus dure des employés de la mairie, il a été obligé de montrer le nez.

Lundi 31, c'est après plusieurs heures de discussion avec les grévistes et les responsables syndicaux (UGTG) qu'il a fini par céder. Concernant la titularisation des six employés il a donné un délai jusqu'au 15 novembre.

Les employés municipaux demeurent vigilants car ils ne font pas confiance au maire Chamougon.

ATTENTATS A LA BOMBE A LA MARTINIQUE

Un attentat à la bombe a été commis dans la nuit du 31 Octobre au premier novembre à la Chase Manhattan Bank de Fort-de-France. L'attentat a été commis au nez et à la barbe des policiers qui surveillaient le Consulat américain situé lui aussi dans l'immeuble de la Chase Manhattan.

La voiture de police était stationnée à l'entrée du consulat, à 25 mètres de là. Les poseurs de bombes se sont pris tout simplement à l'autre entrée de l'immeuble. Les vitres ont volé en éclats. Il n'y a pas eu de victimes.

Quoique l'attentat n'ait pas encore été revendiqué il a sans doute été commis en réponse aux événements de Grenade comme le montre la cible choisie.

Cela montre qu'il y a des gens en Martinique qui ne sont pas d'accord avec les agissements de l'impérialisme américain dans la Caraïbe.

BOMBES EN GUADELOUPE

Dans la nuit du 26 au 27 octobre, plusieurs attentats furent commis en Guadeloupe. Vu les objectifs visés par les bombes on peut supposer qu'il pourrait s'agir d'attentats politiques bien que ces attentats n'aient pas encore été revendiqués à l'heure où nous écrivons. Tous les propriétaires des établissements visés sont blancs.

Alors on peut même sourire lorsque le propriétaire d'un magasins visés, à Jarry se demandait avec une voix faussement innocente au micro d'une radio «je ne comprends pas pourquoi s'est-on attaqué à moi, aux propriétaires de ces magasins ?»

ECHOS DES ENTREPRISES

JARRY : SOPICO : MENACES DE LICENCIEMENTS.

Le Mardi 10 Octobre, nous travailleurs de Sopico avons observé une grève de 24 heures pour protester contre les menaces de licenciement.

Sopico est une entreprise de Jarry qui emploie plusieurs dizaines de travailleurs. Ses activités sont multiples. Elle est spécialisée dans la vente de matériel de fabrication en ce qui concerne deux de ses magasins de Jarry. Mais aussi plusieurs dizaines d'ouvriers travaillent sur les chantiers (travaux publics) et dans l'atelier de Jarry. Ce sont les travailleurs de l'atelier que les patrons menacent de licencier sous prétexte que celui-ci n'est pas rentable.

Cela, c'est ce que les patrons déclarent. mais leurs livres de comptes révéleraient sûrement qu'ils sont loin d'être à plaindre.

Alors qu'on ne nous chante pas cet air là !

JARRY : STRUCTURE METAL . LES PATRON ONT LA MEMOIRE COURTE.

Avant les congés du mois d'août, les travailleurs de Structure Métal de Jarry avaient mené une grève victorieuse pour être payés au même titre que les ouvriers du bâtiment. Ils avaient remporté une victoire face aux patrons blancs Marie et Stieffenhofer.

Aujourd'hui, Stieffenhofer est parti et c'est la fille de Marie qui fait figure de directrice à Jarry. Cette dernière n'a rien trouvé de mieux à dire qu'elle ferait des retenues de salaire pour un oui ou pour un non sur la paye du mois d'octobre... De plus Marie refuse de répercuter les augmentations des salaires du bâtiment sur les nôtres.

Il faut croire que la grève que nous avions faite ainsi que la séquestration de Marie à Basse-Terre, tout cela est sorti de la mémoire des patrons.

Voudraient-ils qu'on la leur rafraichisse ?.

Martinique : CONGRES SOCIALISTE COUPS BAS ET CROCS EN JAMBE

Ni Salpêtrier, ni Serbin n'ont été élus tel est la première constatation du congrès des Anses d'Arlets de la Fédération Socialiste de la Martinique. En effet, ni l'ancien premier secrétaire de la fédération, ni son rival n'ont été élus. Ce congrès a donc marqué la victoire du clan des élus : Wan-A-Jouhu, le maire du François et Dogué, le maire de Ducos qui se retrouvent à la commission exécutive avec d'autres étoiles de moindre grandeur, Manscour le premier adjoint de Trinité, Desportes, première adjointe de Rivière-Salée, Jean Crusol, professeur d'économie, Michel Yoyo, professeur de français, Occolier, dont l'évolution politique est remarquable pour ses nombreux «sillacs», malgré sa jeunesse.

De programme politique, il n'en fut point question. La fédération socialiste en avait-elle besoin, alors que toute sa politique consiste à se réclamer du P.S. français, et de la tendance qui dirige le P.S., la tendance de Mitterrand.

Aussi a-t-on pu voir le mitterrandiste Dogué faire un splendide croc en jambe au mitterrandiste Serbin, tandis que le mitterrandiste Serbin, non élu tentait de revenir à la commission exécutive fédérale en faisant démissionner une élue de sa tendance, ce qui semble-t-il n'est pas conforme aux statuts.

Bref, nous eûmes droit à une version tropicalisée du combat des chefs, combat où les coups bas, les trahisures et les peaux de banane furent légion.

Argentine : APRES LES ELECTIONS...

Les récentes élections générales en Argentine ont donné la victoire au Parti radical dirigé par Raoul Alfonsín contre les «justicialistes» dirigés par Italo Luder, péroniste. Les premiers ont rassemblé 50,50 % des suffrages tandis que les seconds totalisaient 39,10 %, le reste allant aux petites formations.

Le régime militaire issu du coup d'état de 1976 sera donc remplacé par un régime civil. Toute la presse bourgeoise souligne le «retour à la démocratie» que consacre selon elle la victoire du parti radical.

En réalité si les généraux dictateurs et tortionnaires ont accepté de se laisser remplacer par les civils c'est que la facture économique désastreuse qu'ils font payer à la population argentine commence à peser d'un poids trop lourd pour eux. Et qu'ils se débarrassent de ce fardeau pour le faire endosser par les civils ne signifie nullement qu'ils ne reviendront pas au pouvoir quand ils le voudront et au moment qu'ils auront choisi.

C'est effectivement un bilan de chaos économique que les sept ans de pouvoir militaire laissent aujourd'hui à Raoul Alfonsín. L'inflation dépasse 200 %. Un dollar vaut 100.000 nouveaux pesos argentins et 10 millions d'anciens, la production industrielle a diminué de 25 % et le taux de chômage est de l'ordre de 25 % de la population active. Les millions de chômeurs et de travailleurs sous-employés représentent une masse essentiellement urbaine et sans perspective. Par contre les dépenses militaires atteignaient il n'y a pas longtemps à elles seules près de la moitié du total pour l'Amérique latine de ces mêmes dépenses. Elles dépassent les dépenses cumulées du Brésil du Mexique, du Chili du Venezuela et du Pérou!

Quant à la corruption elle gangrène tout le tissu économique du pays. Pratiquement, aucun contrat ne peut être signé si un pot de vin parfois considérable n'est versé à un fonctionnaire d'état. Et les sphères dirigeantes sont particulièrement impliquées dans cette corruption.



Alfonsín, Nouveau président civil. Les militaires : dans la coulisse en attendant le retour.

Ainsi l'amiral Massera, ancien membre de la junte, a été emprisonné récemment pour corruption. Mais ses dénonciateurs ne sont pas plus honnêtes et on a assisté ces derniers temps au sein du régime militaire à une guerre des services s'espionnant et s'accusant mutuellement de corruption. Par ailleurs dans ce pays où foisonnaient, céréales et viande, on assiste à une paupérisation vertigineuse de la population. La multiplication des soupes populaires en est un des signes évidents et l'on peut voir, selon certains, des enfants disputant des ordures à des cochons pour se nourrir.

L'Argentine des militaires, c'est aussi le pays qui bat le triste record de la répression politique, des «disparitions», des emprisonnements et de la torture. C'est le pays où tous les jeudis les «mères de la place de Mai» manifestent en silence pour protester contre la disparition d'un fils, d'un mari, d'un frère, d'un fiancé, enlevé un jour par les commandos militaires-policiers et dont on n'a jamais plus entendu parler. On ne compte pas moins de 10.000 morts, 30.000 «disparus» et 400.000 exilés, tous victimes d'une répression militaire féroce tout au long de ces sept ans de régime militaire. La junte, d'ailleurs ne s'en cache même pas. Le 28 avril dernier, elle publiait un «document final sur le terrorisme et des disparus», justifiant les enlèvements et les massacres au nom de la lutte anti-terroriste.

Dans une déclaration accompagnant le «document», la junte estime que «les forces armées ont agi et agiront chaque fois que nécessaire en accomplissement d'un mandat reçu du gouvernement de la nation en mettant à profit toute l'expérience acquise au cours de ces circonstances douloureuses de la vie nationale»... Le fameux «document» abso-

lutte contre la subversion».

Voilà de quelle situation hérite aujourd'hui le nouveau gouvernement civil qui sortira des dernières élections. Dans un premier temps on peut s'attendre à une certaine libéralisation du régime, à l'ouverture des geôles, au retour des exilés politiques et d'autres libertés démocratiques. Mais il faut savoir que tous les auteurs de la répression les tortionnaires, les commandos exterminateurs, tous les officiers véreux, corrompus, mégalomanes ayant poussé le raffinement dans la répression à la limite de la folie, sont toujours là, impunis, et ayant pignon sur rue. Sans pouvoir politique ils conservent, avec la brochette de généraux qui se sont succédés au pouvoir, une autorité immense dans le pays.

A tout moment ils peuvent peser d'un poids non négligeable dans la vie politique du pays et exercer une pression constante sur les civils, jusqu'à revenir au pouvoir un jour ou l'autre.

Alors le «retour à la démocratie» reste bien fragile. En tout cas si les masses laborieuses, les travailleurs et les pauvres, ceux qui souffrent de la faim dans ce pays ne veulent plus connaître le régime des tortionnaires ce n'est pas en mettant leur confiance dans les radicaux ou dans les péronistes qu'ils y parviendront. Ces derniers, bien qu'ils bénéficient d'une certaine confiance de la part d'une fraction de la classe ouvrière et des syndicats ne représentent pas les intérêts des pauvres. Les démocrates bourgeois qui représentent ces deux partis ne sauveront pas les masses argentines d'un retour à la dictature féroce parce qu'ils s'accrochent trop bien de la présence d'une armée aussi puissante que celle des tortionnaires argentins. Tant que ces masses ne prendront pas elles-mêmes leur sort en main pour en finir avec le système bourgeois d'oppression capitaliste qui secrète les militaires dictateurs, elles risquent de payer toujours plus cher leurs illusions.

PIERRE . JEAN-CHRISTOPHE

TURQUIE : TREMBLEMENT DE TERRE catastrophe naturelle aggravée par l'incurie de l'état.

Le tremblement de terre qui ébranla, le matin du dimanche 30 octobre, l'est de ce pays aurait fait selon les estimations 2 000 morts. Cette région turque, l'Anatolie ainsi que les régions voisines de l'URSS et de l'Iran sont particulièrement instables. L'an dernier un séisme avait affecté la partie iranienne et fait plusieurs centaines de morts. Il y a deux ans, c'était cette même région turque, aujourd'hui endeuillée, l'Anatolie, qui comptait plus de 3 000 morts à la suite d'un violent séisme.

vernement Turc c'est pour l'armée au détriment des besoins élémentaires de la population.

Si à l'heure actuelle le bilan est encore approximatif et risque de l'être durant des semaines encore, c'est que nombre de villages sinistrés n'ont pu être secourus, les routes étant impraticables. Les avions, les hélicoptères qui auraient pu les atteindre sont militaires. Ils sont là pour faire la guerre et non pour venir en aide à la population

L'Anatolie est donc sujette aux séismes. Elle est très pauvre. Les pauvres vivent dans des taudis de pierre et de boue séchée. Construction qui n'offre aucune protection contre ce genre de catastrophe naturelle. D'ailleurs le nombre élevé des morts, 2 000, contre seulement 500 blessés est là pour le montrer. Le gouvernement Turc, une junte militaire, n'a pas d'argent pour améliorer l'habitat contre les tremblements de terre. Par contre son armée est particulièrement nombreuse et bien outillée, en armes sophistiquées. En effet, à cause de sa position aux frontières de l'URSS, elle est un bastion du monde Occidental. C'est une pièce maîtresse dans le système de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Alliance Atlantique) que dirigent les USA contre l'URSS. L'argent du gou-

qui à la tête de l'administration coloniale, protègent les profits de cette poignée de privilégiés.

Mais on est toujours l'immigré de quelqu'un ! Combien d'entre nous, au cours des vingt ans, ont émigré vers la France, pour les mêmes raisons que les Dominicains et les Haïtiens... avec l'espoir de trouver un emploi et une vie meilleure. Ne sommes-nous pas choqués, lorsqu'en France, des Guadeloupéens et des Martiniquais sont considérés comme immigrés bruyants, mal éduqués, donc indésirables par des Français que le bruit, les conversations tardives ou des radios jouant trop fortement, dérangent. Sans parler des vrais racistes qui considèrent que Guadeloupéens et Martiniquais viennent manger le pain des Français ! Alors les solutions aux problèmes des pauvres, ce n'est certainement pas dans leur divi-

GREVE DU PERSONNEL DE L'HOTELLERIE A TAHITI.

Le personnel des quatre plus grands hôtels de l'île de Tahiti, en Polynésie, s'est mis en grève depuis samedi 29 Octobre. Les grévistes occupent les locaux des hôtels, empêchant le départ par avion de certains touristes. Des affrontements violents ont eu lieu dimanche entre les grévistes et les forces de répression.

Cette grève a pour but entre autres la diminution des horaires de travail, qui sont de l'ordre de 45 heures hebdomadaires, la suppression des contrats de travail de durée limitée, la priorité d'emploi aux travailleurs polynésiens.

Tahiti, ainsi que 150 îles et îlots de cette

zone de l'océan pacifique, fait partie des territoires d'outre-Mer dominés par la France. Ces îles dont Tahiti est la plus connue, sont des centres touristiques importants, particulièrement pour la clientèle Nord-américaine.

En 1981, 97 000 touristes ont été reçus, qui ont rapporté quelques 300 millions de francs, 5,5 % du produit national brut des îles.

Mais ce tourisme rapporte surtout aux grandes chaînes hôtelières, qui jusqu'à présent augmentaient encore leur profit en imposant aux travailleurs de l'hôtellerie des horaires de travail très lourds et une sécurité d'emploi limitée. C'est contre ces conditions de travail que le personnel s'est mis en grève.

SUITE DE L'EDITORIAL

SUITE DE LA PAGE I

sion, leurs affrontements, que nous les trouverons. Tout ce qui divise les pauvres entre eux ne peut que réjouir leurs adversaires. Et notre rôle à nous, travailleurs guadeloupéens ou Martiniquais, ce n'est ni de rester neutres, ni de prêcher une croisade contre l'une ou l'autre des communautés d'immigrés, ni de réclamer ou tolérer des mesures portant atteinte aux immigrés. Bien au contraire l'action d'un mouvement ouvrier digne de ce nom serait de rendre moins douloureux ces conflits ne serait-ce qu'en menant la lutte pour que les immigrés vivent de façon plus décente que dans des ghettos comme Boissard. Ce serait aussi de se battre aux côtés des immigrés pour que ceux-ci ne soient pas considérés comme des exploités taillables et corvéables à merci par tous les petits patrons guadeloupéens ou martiniquais.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728